DANS UNE SEMAINE,

LE MOIS D'ACTION GÉNÉRALISÉE DE LA CGTR

Le rassemblement, dans une même bataille, de toutes les victimes d'une même politique de ruine, de chômage, de vie chère et de misère

QUOTIDIEN DUPARTI COMMUNISTE RÉUNIONNAIS

> Bons Fostale 192 76. rue Ml. Leclere Saint-Denis Tel 24 13 07

Témoignages

LUNDI 23 JUIN 1975

Numéro 6 512

Le numéro: 0,60 F.F. ABONNEMENT 10,00 FF par mois

A SAINT-BENOIT, HIER MATIN

POUR 7.500 Frs LA TONNE DE CANNES

Les planteurs de l'Est, à l'unanimité, ont pris en main la défense de leurs intérêts



Hier à SAINT-BENOIT : «7 500 Frs C.F.A. LA TONNE DE CANNES....»

Les planteurs de cannes sont prêts.

* ILS SONT PRETS A ENGAGER LA BATAILLE

sur ce «prix-vérité» de 7 500 Frs CFA qui fait maintenant l'unanimité de toute la profession; soutenue par les élus du Conseil général, du Conseil Régional et par toute l'opinion dans le pays.

* ILS SONT PRETS A PRENDRE EN MAIN, EUX-MEMES, la défense de leurs

intérêts. Personne d'autre qu'eux n'a le droit de parler en leur nom et, à leur insu, engager des discussions, conclure des accords dont ils paient chèrement les conséquences.

Tout cela les planteurs de toute la région de l'Est, l'ont clairement dit, hier, au rassemblement de Saint-Benoit, à l'appel de leur syndicat C.G.P.E.R.

Venus de Sainte-Rose, de Sainte-Anne, de la région de Saint-Benoît, de Saint-André, etc, ils ont montré leur ferme volonté de faire entendre leur voix, de faire avancer leurs revendications avec au premier rang le prix de 7 500 frs CFA.

10 000 planteurs ont été ruinés et éliminés depuis les accords passés à leur insu, et qui les ont durement pénalisés. Les 14 000 autres restant, considérablement appauvris, n'entendent pas suivre la voie de leurs camarades au chômage maintenant.

JUSQU'A SATISFACTION

C'est ce qu'ils ont dit hier, C'est ce qu'ils diront en partici pant, comme l'a annoncé le président de la CGPER, Angélo : Lauret, aux côtés des autres catégories de travailleurs, au mois d'action de la CGTR.

Ils sont déterminés à se faire entendre jusqu'à ce qu'ils auront satisfaction. Car c'est pour eux une question de survie et c'est aussi, pour la production du pays une question de survie.

Aprés le scandale du 10 juin à «F.R.III»

Création, à Saint-Denis, d'un comité pour le respect de l'objectivité à la radio et à la télévision

-VOIR ARTICLE EN PAGE 4-

Les patrons de la gendarmerie le disent, sans scrupule, à la radio, pour couvrir le mauvais coupé

«Un gendarme a le droit de tirer sur n'importe quel Réunionnais, déclaré suspect»

CE N'EST PAS TOLERABLE

VOÍR EN PAGEA